

## TÉMOIGNAGE UNE VIE COMPIÉGNOISE

par

*Amédée BOUQUEREL et Françoise THEYS<sup>1</sup>*

### I - Jusqu'en 1940

Né le 1er juillet 1908 à Raimbeaucourt (Nord), Amédée Bouquerel est le septième enfant d'une famille nombreuse, éprouvée par la guerre : deux de ses soeurs aînées, résistantes, trouveront, en 1944, la mort dans le bombardement de la gare de Douai où elles travaillaient, et son dernier frère, l'abbé Joseph Bouquerel, subira la captivité comme prisonnier en Allemagne. A vingt ans, il vint à Compiègne où il devait s'établir, faisant carrière dans le service des Travaux Publics et épousant Suzanne Marteng, qui tenait avec ses parents un commerce rue Saint-Corneille (à l'emplacement de l'actuelle parfumerie). Il accomplit son service militaire de deux ans, dont six mois comme officier de réserve à Versailles, puis obtint sans difficulté, cette garnison étant peu demandée, son affectation à Arras. Mobilisé en 1939 comme lieutenant, il appartient à la 14ème division du général de Lattre de Tassigny et combattit de l'Ardenne à Clermont-Ferrand avant de quitter ses soldats en pleurs, après la signature de l'armistice. Il apprit l'art du commandement et obtint ainsi d'un soldat, qui l'avait insulté après avoir été quelque peu rudoyé, de devenir son fidèle compagnon lors d'opérations périlleuses. Encouragé par l'attitude de ses hommes, la résistance dans le civil sera pour lui la poursuite du combat militaire.

---

(1) Après Michel Brassens, t. XXXV, et Guy Disant, t. XXXVII, voici le témoignage d'Amédée Bouquerel, pionnier de la Résistance compiégnnoise, élu local, sénateur "gaulliste". Sa petite-fille, Françoise Theys, a bien voulu mettre au point cet entretien oral et le préciser sur certains points (F. C.).

## II - 1940-1945

L'entrée en Résistance se fit d'abord seul, par un réflexe viscéral de refus patriotique de la défaite et de l'occupation. Fidèle à sa morale, il refusa de s'inscrire à la Feldgendarmérie. Il fallut alors se préoccuper en priorité de faire dégager les voies de circulation, ainsi que les gravats des bombardements. A partir de 1941, la Résistance put être de plus en plus active. Bouquerel, devenu le Commandant Grégoire, entra alors en relation avec Charles Barriquand (entrepreneur, père de six enfants), Louis (inspecteur des impôts), André Astoux (officier de marine), Jean Martin (ingénieur agronome), plus tard Georges Forest (ingénieur de Centrale), Marcel Delaunay (commerçant, propriétaire des Nouvelles Galeries). Par un ami, beau-frère de Chaban-Delmas, Lainé, se nouèrent des contacts avec Paris. Le recrutement se faisait selon le procédé des doigts de la main : un responsable contactait quatre autres personnes, seules à le connaître, et chacune d'entre elles prenait à son tour des contacts selon le même procédé ; chacun ne connaissait donc que son agent recruteur. Il fallait éviter toute indiscretion, et que l'on remontât les filières en démantelant tout un réseau... On reçut quelques armes par parachutage. Barriquand alla aussi en chercher près de Crépy-en-Valois. On obtint l'aide d'officiers d'active, notamment de ceux qui travaillaient au Centre de rapatriement des prisonniers de guerre, sur le cours Guynemer : notamment le colonel Levert et le commandant de Préval (ce dernier fut fusillé par les Allemands lors de l'affaire de Rimberlieu).

On procéda à divers sabotages, tels que des sabotages de voies ferrées et coupures de lignes téléphoniques (Paris-Lille, Compiègne-Beauvais...). On mit hors service l'usine Englebert de Clairoux qui fabriquait des pneus, avec l'aide de l'ingénieur Forest. Ce fut le 14 juillet 1944, jour où de Gaulle avait demandé que l'on fit des "coups" ; mais, bien plus qu'un coup, le sabotage de l'usine Englebert fut un véritable acte de guerre. Les résistants se firent passer pour un commando allié envoyé spécialement pour cette opération, et obtinrent des surveillants maîtrisés qu'ils accréditent cette version.

Les ordres étaient transmis par Chaban-Delmas ; il s'agissait d'éviter des troubles lors de la Libération, afin que tout se passât dans la légalité, et que soit écarté le risque d'une "mainmise du Parti communiste" sur l'administration. A partir de fin 1943, on mit en place les futurs cadres de cette Libération : Fromonot, Vallon, Pérony ("qui fut logé six mois chez un meunier près de Beauvais" !). Avec Astoux, Bouquerel rencontra le maire, Jean Lhuillier, qui avait administré au mieux la ville avec le minimum de compromissions avec l'occupant. Seul le sous-préfet, resté fidèle à son gouvernement, fut détenu quelques semaines.

A la Libération, dès le premier jour, on reçut une centaine de lettres anonymes de dénonciation, mais Bouquerel refusa d'en tenir compte, et elles tarirent dès qu'on exigea qu'elles fussent signées et envoyées dans les règles, par voie de justice. A Beauvais, un Comité de Libération Nationale (C.D.L.),

politisé et “plutôt entre les mains des partis de gauche”, prétendait s’imposer. Bouquerel s’y rendit, mais on ne s’y préoccupait que d’épuration : on lui demanda combien de gens avaient été emprisonnés, et combien de sanctions avaient été prises ; on lui reprocha de ne pas avoir dissous le Conseil Municipal en place. Il n’y remit plus les pieds. Dégoûté par les hommes politiques qui, presque tous, avaient plus ou moins contribué à la défaite par leurs abandons et leurs faiblesses, il ne songeait nullement à jouer un rôle politique. Il partit tenir la poche allemande de Dunkerque avec un bataillon de volontaires F.F.I de l’Oise.

### III - Au Sénat

En 1947, un émissaire du général de Gaulle se présenta à son bureau, rue de Lancry : Bouquerel était convoqué, square Rapp, avec environ quatrevingts autres personnes, qui devinrent des collaborateurs fidèles au service du général de Gaulle au sein du R.P.F. De Gaulle, après avoir présenté son projet, les reçut l’un après l’autre. “Allez dire au préfet que vous serez mon représentant dans l’Oise.”, lui dit-il. De retour, Bouquerel sollicita aussitôt une audience du préfet Benedetti. Elle lui fut difficilement accordée et se termina rapidement car, furieux, le préfet l’expulsa de son bureau. Allix, ingénieur en chef des Travaux Publics à Amiens, l’avertit qu’il compromettrait sa carrière, et notamment la promotion qui allait lui être accordée. Jean Biondi, maire de Creil et secrétaire d’Etat à la Fonction publique, “ne le rata pas” ; lors d’une seconde entrevue, le préfet lui annonça que son avancement était cassé... En 1948, à l’occasion des élections sénatoriales qui approchaient, de Gaulle demanda à Bouquerel de désigner dans l’Oise les deux candidats à soutenir par le R.P.F. Or Bouquerel ne pouvait accepter deux revenants d’avant-guerre (Warusfel et Goré) et ne trouvait personne. De Gaulle le désigna : - “Ce sera vous-même”, - “Mais je déteste les parlementaires...” ; de Gaulle sourit : - “Raison de plus !”. Bouquerel fit alors équipe avec Robert Séné, de Beauvais, qui était d’origine radicale-socialiste. De Gaulle : - “Vous êtes radical-socialiste, comme tous les autres vous me trahirez un jour...”. Après la tournée des cantons, ils furent élus, le 7 novembre, à la place d’un communiste et d’un socialiste. Mais Séné démissionna en avril 1957, laissant la place à Marcel Dassault, qui rallia le Palais Bourbon l’année suivante, et fut à son tour remplacé par Hector Dubois, un agriculteur du Beauvaisis. Un troisième siège de sénateur fut accordé à l’Oise en 1960, d’abord occupé par M. Patria, puis, à partir de 1965, par le docteur Jean Natali, fondateur et directeur de l’hôpital des Français Libres, à Londres. Les sénateurs, d’abord élus pour six ans, sous la IVème République, retrouvèrent une périodicité de neuf ans sous la Vème République.

En 1948, le Palais du Luxembourg, siège du Sénat, d’ailleurs longtemps occupé par les Allemands, n’avait guère de confort. On y trouvait un seul petit ascenseur, qui avait été établi par Joseph Caillaux, longtemps pré-

sident de la Commission des Finances. Il n'y avait pas de bureaux pour les sénateurs qui ne disposaient d'aucun assistant, au lieu de trois actuellement. Au Sénat, Michel Debré fut le meilleur représentant du général de Gaulle. André Diethelm présidait le groupe du R.P.F ; Charles Pasqua, élu sénateur en 1968 et responsable du SAC, ne "faisait pas l'unanimité" en raison des méthodes qu'il employait...

Bouquerel fut élu pendant 25 ans de suite rapporteur de la Commission des routes et voies navigables. Plusieurs fois il sollicita du général de Gaulle des augmentations du budget consacré à ce domaine. Il s'intéressa particulièrement à la voie d'eau Seine-Nord, ainsi qu'au programme d'autoroutes alors en plein essor. Il défendit aussi les intérêts des cultivateurs, et notamment le prix du quintal de blé, conjointement à Jean Legendre qui siégeait au Palais Bourbon. Il fut également un membre actif de groupes parlementaires : pour la défense des radios libres, et pour le respect de l'objectivité et du pluralisme à la radio et à la télévision, entre autres. Il présida l'Office Public d'H.L.M de l'Oise de 1955 à 1981, année où le préfet l'avisait qu'il ne pouvait plus siéger au Conseil d'Administration. En effet, à la suite du changement de majorité gouvernementale, il ne fit plus partie des membres traditionnellement désignés par le préfet.

Les élections sénatoriales étaient faites sans soutien financier, le démarchage des "grands électeurs" étant relativement facile, contrairement à la situation des candidats députés, qui devaient utiliser des agents électoraux chargés de solliciter l'aide des notables. Bouquerel mettait un point d'honneur à n'avoir jamais rien demandé : il aimait rappeler qu'alors qu'il se battait pour assurer la succession de M. Maire, en 1966, au poste de conseiller général du canton de Ribécourt, il fut reçu par le directeur de Saint-Gobain, qui s'étonna qu'il n'eut rien réclamé.

#### **IV - Le Conseiller municipal**

Marcel Delaunay, ancien responsable du P.S.F., avait suggéré à Bouquerel, alors que celui-ci quittait Compiègne pour aller se battre devant Dunkerque, de confier le rôle politique que lui-même refusait, à Jean Legendre. Ce dernier dirigeait un journal, *L'Oise Républicaine*, créé grâce aux souscriptions des F.F.I., et donc issu de la Résistance. Ancien du P.S.F., il fut élu en octobre député du P.R.L. (Parti Républicain de la Liberté) avant de faire partie du Comité Directeur du R.P.F. lors de sa fondation en 1947, alors que Bouquerel se voulait avant tout gaulliste, et "en dehors du jeu des partis". Il demeura cependant conseiller municipal dans la liste menée par Legendre, de 1947 à 1959, date à laquelle il décida de ne pas se représenter. En effet, en ralliant Antoine Pinay en 1952 puis surtout en s'opposant à la politique algérienne du général, Legendre était entré dans un parti d'opposition la plus virulente au gaullisme. Le succès du parti gaulliste aux élections législatives de 1951, bien que limité par la loi sur les apparentements, avait

pourtant laissé au général l'espoir d'un renversement de majorité en sa faveur. En 1965, il y eut aux élections municipales de Compiègne deux listes opposées, bien qu'issues de l'ancienne majorité de 1958 : celle du maire, Jean Legendre, et celle du sénateur, Amédée Bouquerel. Battu, mais "honorablement", il fut reçu peu après à Colombey-les-deux-églises, en "famille". Au général qui lui reprochait sa défaite devant Legendre, il rétorqua : - "Mais, mon général, on ne m'avait pas fourni de munitions !".

En 1971, une liste commune réconcilia les antagonistes et Legendre eut des adjoints gaullistes autour de lui, tels Forest ou le docteur Desbordes. Amédée Bouquerel, quant à lui, demeura sénateur de l'Oise jusqu'en 1992, date à laquelle il ne se représenta pas.

*Ce texte rapporte fidèlement les propos d'Amédée Bouquerel, avec ses propres mots et expressions, caractéristiques de cet esprit toujours très engagé...*

## CURRICULUM VITAE

### Formation et carrière professionnelle

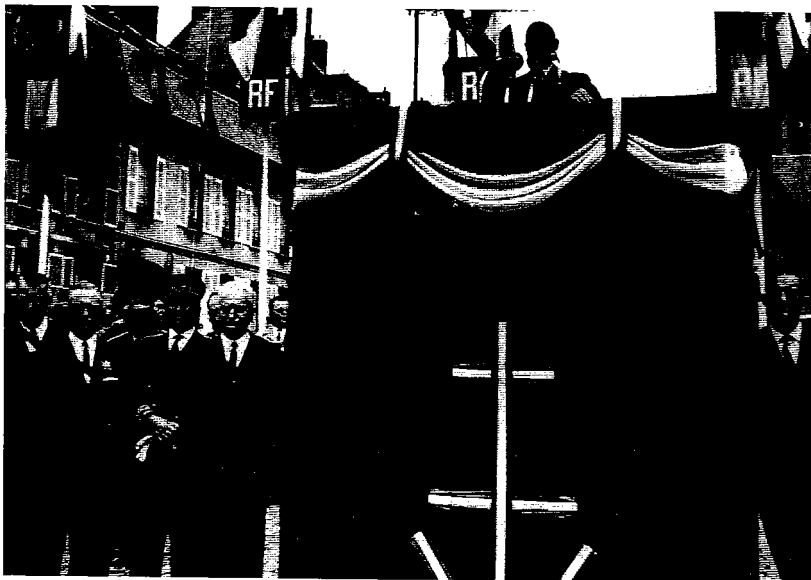
- Brevet d'enseignement primaire supérieur
- Diplôme d'ingénieur des T.P.E
- 1931-1963 : ingénieur des T.P.E
- 1955-1983 : Président de l'Office public des H.L.M de l'Oise

### Fonctions politiques

- 1945-1959 : Conseiller municipal de Compiègne
- 1948-1992 : Sénateur de l'Oise
- Secrétaire du Conseil de la République (1956 et 1958)
- 1961 : Sénateur de la Communauté européenne
- 1962-1965 : Vice-président du Sénat
- 1966-1979 : Conseiller général de l'Oise (canton de Ribécourt)
- 1968 : juge suppléant à la Haute-Cour de Justice
- 1973 : membre du Conseil régional de Picardie
- 1974 : juge titulaire à la Haute-Cour de Justice
- 1974 : vice-président du groupe sénatorial d'études du Tunnel sous la Manche
- 1979 : représentant à l'Assemblée des Communautés européennes ; membre de la délégation sénatoriale pour les Communautés européennes
- 1986-1989 : Questeur du Sénat

Distinctions

- Commandeur de la Légion d'Honneur
  - Croix de Guerre (1939-1945)
  - Croix du Combattant volontaire de la Résistance
  - Croix de Guerre tchécoslovaque
  - Membre d'honneur de l'Ordre du British Empire
-



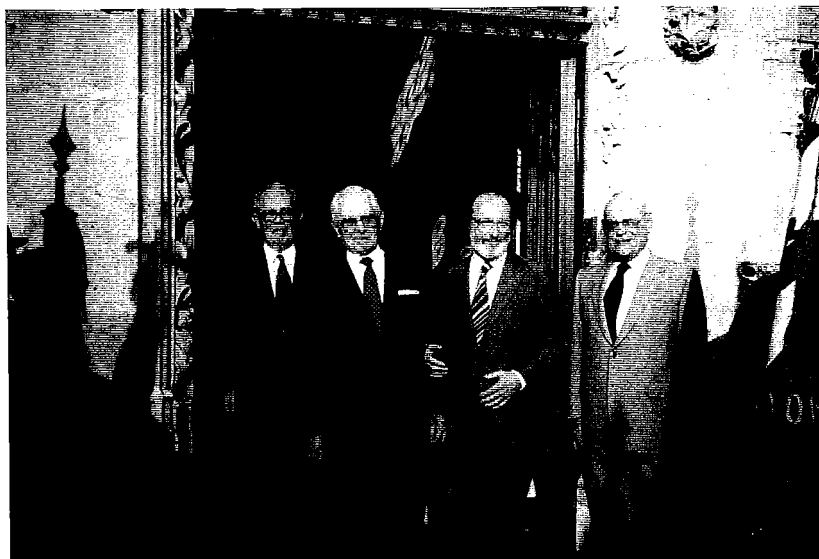
*Fig. 1. 1947 - Visite du général de Gaulle à Compiègne.*



*Fig. 2. Création du R.P.F.*



*Fig. 3. Général de Gaulle, Jacques Chaban-Delmas, Amédée Bouquerel, André Malraux (de gauche à droite), au Mont-Faron, à Toulon, en 1963.*



*Fig. 4. 1984 - 40ème anniversaire de la Libération de Compiègne : M. Martin, M. Bouquerel, M. Astoux, M. Barriquand (de gauche à droite).*